

Vie scientifique

« Les cosmopolitiques entre aménagement et environnement »

Compte rendu de colloque (Cerisy-la-Salle, 20-27 septembre 2003)

Florence Rudolf

Sociologue, Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe (UMR 7043), Université Marc Bloch, 670084 Strasbourg, France

Ces rencontres étaient organisées par Jacques Lolive (SET, UMR 5603, Pau) et Olivier Soubeyran (Laboratoire Territoires, UMR 5194, Grenoble). Elles ont permis d'explorer à divers niveaux la notion encore un peu exotique de « cosmopolitique ». Tirée de Kant, cette notion a été réactualisée par Isabelle Stengers¹ (qui l'écrit au pluriel) et par ses discussions avec Bruno Latour². La question qui est en jeu derrière elle est celle de la possibilité d'émergence d'une « cause commune » dans un monde où la référence à la raison et à l'universel ne va plus de soi. Cette perte de « transcendance » s'applique tout particulièrement à la distinction entre nature et culture dont l'universalité fait question. Comme l'a rappelé Philippe Descola en introduction aux débats, « l'anthropologie est née en réponse au scandale que certaines formes d'alliances entre humains et non-humains constituent pour ceux qui ne les pratiquent pas ». Il évoque ainsi la pluralité des taxinomies, constatée sur le terrain par l'anthropologue, et la remise en cause de la prétention à l'universalité du naturalisme qui s'impose par conséquent. Cette proposition, que je cite de mémoire, rend compte de la richesse des manières d'agréger les entités existantes et, par là, de « faire monde ». C'est elle qui a posé le cadre dans lequel se sont situés les débats

Auteur correspondant : rudolf@umb.u-strasbg.fr

¹ Stengers, I., 1996-1997. *Cosmopolitiques*, Paris, La Découverte/ Les Empêcheurs de penser en rond. Sept ouvrages constituent cette somme : 1. *La Guerre des sciences* (1996) ; 2. *L'Invention de la mécanique* (1996) ; 3. *Thermodynamique : la réalité physique en crise* (1997) ; 4. *Mécanique quantique : la fin du rêve* (1997) ; 5. *Au nom de la flèche du temps : le défi de Prigogine* (1997) ; 6. *La Vie et l'artifice : visages de l'émergence* (1997) ; 7. *Pour en finir avec la tolérance* (1997).

² Latour, B., 2002. *Cosmopolitiques, quels chantiers ? !, Cosmopolitiques : cahiers théoriques pour l'écologie politique*, 1, 15-26.

au cours de cette semaine. L'actualité de la notion de « cosmopolitiques » résulte de la prise de conscience de la diversité des modalités culturelles de ces « alliances » – que l'on doit à l'anthropologie. Ces rencontres reposaient donc implicitement sur une mise à l'épreuve des travaux d'I. Stengers et de B. Latour. Elles étaient orchestrées autour de ces deux chercheurs qui n'ont eu de cesse, ces dernières années, de bousculer la philosophie et la sociologie des sciences.

Plusieurs jours durant, donc, anthropologues, géographes, historiens, philosophes, sociologues, aménageurs, urbanistes et acteurs du développement se sont succédé à la tribune pour rendre compte de la diversité des établissements humains et des manières d'associer l'ensemble du vivant et du non-vivant dans ces derniers. Il est impossible dans ces quelques lignes de rendre compte de la richesse et de la diversité des échanges qui ont ainsi eu lieu. Outre la véritable juxtaposition qui existait entre un *in* (à Cerisy-la-Salle, là où avaient lieu les réunions) et un *off* (à Cerisy-la-Cave, une expression inventée par quelques noctambules qui aimaient à se retrouver dans les sous-sols de Cerisy...), les scènes de débat étaient multiples.

Au-delà de leur intérêt intrinsèque, les interventions devaient contribuer à l'exercice qui consistait à mettre à l'épreuve un certain nombre d'hypothèses relatives à la question abordée, à savoir les conditions de la constitution d'un monde commun dans un contexte dépourvu de transcendance, au sens donné ci-dessus à ce terme. Dans la perspective adoptée par I. Stengers, notamment, cette question est indissociable d'une théorie de la constitution d'identités collectives, laquelle est tributaire du respect d'obligations et d'exigences réciproques entre les parties engagées. Toute création de collectifs, que ceux-ci

soient qualifiés de sociaux, de culturels, de naturels ou d'écosystémiques, met en œuvre des « attachements » qu'il convient d'explicitier en préalable à la recherche d'un monde commun. La formation de ce dernier résulte par conséquent d'un travail de composition qui ne va pas de soi et qui expose ceux qui s'y livrent à provoquer des « offenses » et, partant de là, des risques de conflits. Le processus visant à la construction d'un monde commun s'apparente donc à un véritable processus de « pacification », ce qui rend impérative une connaissance claire des obligations et des exigences qui engagent respectivement les parties qui y sont impliquées. Concrètement, la construction d'un espace public commun est conditionnée par l'aboutissement d'un processus d'ap-provoisement réciproque entre des collectifs fondés sur des bases et des modalités de constitution distincts. Il s'ensuit que les réflexions des « cosmopolitiques » vont peu à peu s'organiser autour de la recherche de dispositifs publics susceptibles d'accompagner l'exploration des multiples « attachements » en coprésence dans un forum hybride, c'est-à-dire non encore constitués en monde commun. De ce point de vue, la pratique de la diplomatie apparaît comme un type de compétence à retenir. Le diplomate, en effet, accompagne le processus d'explicitation de ces « attachements », en vertu desquels les parties en présence sont porteuses d'identités collectives qui contraignent les issues possibles. L'existence de telles contraintes ne s'oppose pas, pour autant, à la négociation, ainsi qu'en témoignent les solutions ponctuelles que les sociétés trouvent aux problèmes auxquels elles se heurtent. L'aboutissement à une configuration de compromis passe par le respect des obligations et des exigences propres à chaque entité engagée dans ce processus de pacification. L'aptitude à se rendre moins « exotique » aux autres s'avère, par conséquent, une compétence de première nécessité dans un monde pluriel à la recherche de repères communs.

L'assemblée était placée sous le signe de la diversité des rattachements disciplinaires et professionnels, et du dialogue. L'occasion se présentait donc de tenter une épreuve pratique d'un dispositif en mesure d'accompagner la formation d'un monde commun, tel que le conçoivent I. Stengers et B. Latour. Cela signifiait pour chacun se livrer à un exercice d'exploration et d'explicitation de sa pratique disciplinaire, professionnelle ou sociale. Et ensuite tenter un effort de composition qui n'offense personne. Cette démarche aurait dû permettre d'évaluer la pertinence des propositions attachées à la notion de « cosmopolitiques » et de tester les pistes pratiques qui en découlent. . . Force est de constater que l'expérience n'a pas vraiment fonctionné. Plusieurs raisons peuvent rendre compte de cet échec relatif. La première tient sans doute au manque de préparation de l'assemblée. Il a fallu un certain temps, en effet, pour que l'enjeu de cette rencontre soit clarifié. La deuxième soulève la

question de la disposition des uns et des autres à se livrer à ce genre d'exercice. Cette question invite à se poser celle des conditions de l'« effervescence sociale ». Cette expression, que l'on doit à Émile Durkheim, renvoie à des moments privilégiés de la vie des sociétés où le sens et le sentiment du collectif l'emportent sur les parties (on trouve de belles pages sur ce sujet dans *Les Formes élémentaires de la vie religieuse*). L'affirmation d'un bien commun qui canalise les énergies, aux dépens des désirs et des raisons individuelles ou catégorielles, est suffisamment exceptionnelle pour que l'on ne s'étonne pas des résistances qui s'y opposent. Il a été question, à maintes reprises, des travaux de J. Dewey sur la démocratie et de sa notion de « public ». Le public se constitue autour d'une chose, au sens d'une cause. Il émerge d'une cause qui devient publique en raison de cela. J. Dewey fait état de la naissance d'un public pour caractériser des situations que l'on pourrait qualifier de fusionnelles. Ses contributions à une sociologie politique, ainsi que d'autres travaux plus anciens consacrés au passage de la multitude au collectif, soulignent la difficulté de modéliser de tels processus. On peut jouer à leur propos de différentes métaphores, comme celles de la « prise » (au sens d'un ciment – ou d'une mayonnaise – qui « prend ») ou de la « fusion », mais ces éclairages ne rendent pas compte des logiques qui sous-tendent de tels processus. I. Stengers, quant à elle, fait référence à la chimie pour préciser à quel type d'exigence explicative elle aspire. Pour contourner les difficultés auxquelles on se heurte pour comprendre ces phénomènes de l'intérieur, certains intervenants ont proposé le pragmatisme comme piste de recherche pour, au moins, pouvoir témoigner de l'émergence de situations d'effervescence sociale.

Il a donc beaucoup été question de la formation d'un public susceptible de faire exister un monde commun et des conditions de son émergence, ainsi que des efforts nécessaires pour accompagner sa constitution. Parallèlement à ce souci, il a été également question de la dérive normative qui consisterait à créditer d'une valeur intrinsèque toute cristallisation d'une assemblée en public, au sens de Dewey. Les exemples ne manquent pas à l'évidence pour nous tenir à distance d'une telle tentation : toutes les situations d'effervescence et de mobilisations sociales ne sont pas réjouissantes en soi. . . À cet égard, les discussions qui ont eu cours témoignent de deux attitudes différentes : la première procède d'une priorité accordée au processus, alors que la seconde est plus soucieuse des intentionnalités qui président à ce dernier, voire des résultats auxquels il conduit. Selon cette deuxième attitude, bien qu'essentielle à l'activation de la société et à l'affirmation d'un monde commun, l'« effervescence sociale » n'est pas suffisante en soi ; elle doit être évaluée à l'aune de la cause qui fonde effectivement le monde commun en formation. Mais, dans le même temps, cette évaluation pose problème faute d'une

définition univoque de l'humanité de l'homme et de la sociabilité de la société. En l'absence de critères fiables susceptibles de valider ou d'invalider les orientations prises par un collectif, on peut difficilement se prononcer sur elles. Dans un monde où personne ne peut prétendre détenir le monopole de la « raison pratique », il n'est donc pas étonnant que les controverses se multiplient et continuent d'avoir de beaux jours devant elles. Selon I. Stengers et B. Latour, cette situation justifie d'autant plus de multiplier les dispositifs publics d'exploration

des différentes options qui s'offrent à l'humanité. Il est en effet indispensable de trouver un substitut à l'absence de légitimité qui résulte de l'absence de transcendance. Il convient donc d'élargir la participation à la formation de mondes communs dont personne, pas plus les aménageurs que les écologistes ou les scientifiques, ne détient le secret. Il s'agit, partant, de reconnaître la nécessité de laisser toute sa place à une recherche des modalités de l'association entre humains et non-humains qui figureront notre commune humanité en ce siècle naissant.